

Triennale 2011 de l'ADEA

Les questions transversales à la thématique de la Triennale 2011

Le travail préparatoire de la Triennale 2011 sera mis en œuvre selon trois grands sous-thèmes :

1. Le socle commun de compétences pour un apprentissage tout au long de la vie.
2. Le développement de compétences techniques et professionnelles (DCTP) pour une croissance socio-économique et un apprentissage tout au long de la vie.
3. Le développement, tout au long de la vie, des compétences scientifiques et techniques pour une intégration réussie de l'Afrique dans le contexte de la mondialisation.

Chaque sous-thème constitue un domaine de réflexion spécifique tout en prenant sa signification pleine et entière à partir de son interaction avec les deux autres et, plus globalement, avec l'ensemble du système d'éducation et de formation. Il est, de ce fait, tout à fait essentiel que l'ensemble de ces sous-thèmes soit analysé selon des axes transversaux de réflexion et de travail qui leur soient communs et qui leur permettent d'évoluer de manière concertée et solidaire.

1^{er} axe : faire une planification stratégique combinant développement des compétences et développement socio-économique

Poser comme thème central de la Triennale la promotion des connaissances, compétences et qualifications critiques pour le développement durable de l'Afrique, indique clairement que les systèmes d'éducation et de formation à réformer ou instituer doivent être conçus et mis en œuvre de manière à enclencher le cercle vertueux d'une croissance qui ne sépare pas réalité économique, réalité environnementale et réalité sociale. Il s'agit dans tous les cas de lier étroitement les concepts de développement performant, durable et équitable et d'associer l'inclusion sociale et la solidarité générationnelle à l'exigence de compétitivité économique.

2^{ème} axe : réformer des dispositifs d'éducation et de formation afin de favoriser l'acquisition de compétences critiques

L'introduction des concepts de connaissance, de compétence et de qualification critiques indique la volonté d'une société de bâtir prioritairement son avenir sur le capital intellectuel, social et humain de ses membres, jeunes et adultes. Elle suppose que la Triennale devra identifier les types d'investissement immatériels que l'Afrique devra réaliser pour s'adapter à ses propres défis économiques et sociaux et ainsi trouver toute sa place dans le grand espace de la mondialisation. Elle induit que l'ensemble des acteurs nationaux doivent agir de concert, et donc selon un cadre commun de références, pour identifier et promouvoir les systèmes d'éducation et de formation dont chaque pays et dont l'ensemble du continent ont et auront besoin pour construire un développement durable.

3^{ème} axe : renforcer les capacités de tous les acteurs d'éducation et de formation notamment dans et par l'utilisation des TIC

L'édification et la conception des systèmes d'éducation et de formation efficaces suppose une action en profondeur auprès de tous les décideurs et praticiens nationaux et locaux, publics et privés, afin qu'ils acquièrent eux-mêmes mêmes les connaissances, compétences et qualifications critiques qu'ils ont la mission d'aider à acquérir. La Triennale réunira, de ce fait, l'ensemble de ces acteurs et mènera une réflexion collective avec eux sur le renforcement des capacités à opérer à tous niveaux et dans tous les domaines pour rendre possible le changement de paradigme proclamé à Maputo.

L'apprentissage et l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) sont partie intégrante de ce renforcement de capacités. Elles ont notamment pour avantage de favoriser la démultiplication des voies et moyens d'apprentissage vers des publics jeunes et adultes ayant difficilement accès aux dispositifs institués d'éducation et de formation.

4^{ème} axe : promouvoir et évaluer l'efficacité et la pertinence des apprentissages

L'introduction du concept d'efficacité dans la thématique de la Triennale change sensiblement la finalité des réformes à accomplir dans le domaine de l'éducation et de la formation. Il s'agit non seulement d'augmenter fortement les capacités d'accueil des nombreux jeunes en demande de scolarisation et de qualification, mais d'abord et avant tout de leur garantir des apprentissages durables et de qualité. Cela signifie :

- aider les élèves de l'enseignement de base à acquérir un socle de compétences de base susceptible des les aider à apprendre tout au long de leur vie ;
- qualifier les jeunes en fonction d'une demande professionnelle, technologique et sociale sans cesse actualisée et, ainsi, leur donner des chances effectives de s'insérer dans le monde du travail ;
- faciliter l'accès des étudiants aux compétences stratégiques dont leur pays et continent ont besoin pour développer des activités, métiers et secteurs porteurs de croissance et de valeur ajoutée.

Le concept de pertinence ajouté à celui d'efficacité apporte une dimension complémentaire notamment pour les niveaux d'éducation et formation secondaire et supérieur : il oblige à reconsidérer les politiques de financement existantes en les orientant vers des dispositifs et pratiques d'apprentissage présentant un rapport optimal entre coûts engagés et résultats atteints.

5^{ème} axe : valider et certifier les compétences quelque soient leurs modes et moyens d'acquisition

L'intégration, proclamée à Maputo, des parcours d'éducation et de formation formels, non formels et informels dans un système global, cohérent, efficace et équitable, a pour corollaire la conception et mise en place de systèmes nationaux de qualifications susceptibles de reconnaître, à égale dignité, la diversité de ces parcours. Il s'agit notamment d'intégrer dans ces systèmes nationaux les voies alternatives liant alphabétisation fonctionnelle et de préprofessionnalisation, les dispositifs existants ou en cours de consolidation d'alternance et d'apprentissage de type dual, les expériences pilotes de professionnalisation par l'insertion économique ainsi que les multiples formes de qualification en situation de travail. Il s'agit, plus globalement, d'opérer un véritable changement de mentalité et de perspective et d'aller d'une logique d'instruction vers une logique d'apprentissage cognitif et expérientiel, d'une logique d'offre à une logique de réponse à la demande et d'une logique de

diplôme à une logique de validation et de certification des connaissances, compétences et qualifications acquises, quelque soit par ailleurs leur mode d'acquisition.

6^{ème} axe : promouvoir et renforcer la responsabilité et la gestion partenariale

Les conclusions de la Biennale de Maputo ont mis en évidence le rôle clé joué par les divers acteurs publics et privés tant dans la conception que dans le pilotage et la gestion des parcours d'éducation et de formation. Ils sont en quelque sorte les garants de l'efficacité et de la pertinence des réponses apportées par ces parcours à la demande économique et sociale. La coopération étroite entre les diverses catégories d'acteurs locaux et les collectivités territoriales permet d'éduquer et de professionnaliser les publics déscolarisés ou sous-scolarisés, notamment en milieu agricole et rural. Les organisations économiques et professionnelles sont incontournables pour qualifier de manière adéquate les très nombreux jeunes en recherche d'insertion dans le monde du travail. Les organisations de la société civile favorisent une éducation et une formation équitables au bénéfice des femmes, des populations fragiles ou en grande situation de pauvreté. Les universités, enfin, ont besoin des entreprises grandes et petites pour préparer les étudiants aux métiers et professions d'aujourd'hui et de demain.

7^{ème} axe : lier étroitement, coût et financement, efficacité et soutenabilité

Si la responsabilité et la gestion partenariales sont un gage de réussite des réformes en cours ou à venir, elles sont également la condition sine qua non d'un financement soutenable de la production de compétences critiques. Il ressort, en effet, des analyses sur les rapports coûts/efficacité d'éducation et de formation dans plusieurs pays que le co-investissement public/privé est la seule voie solvable pour accroître les flux d'éducation et de formation à la mesure des besoins de développement des pays et du continent. Il permet en effet d'adapter de façon continue les compétences des formés aux évolutions du monde professionnel et augmente par ce moyen leurs probabilités et chances d'insertion. Il transfère dans le même temps une partie importante des charges de l'Etat vers les partenaires économiques et augmente, par ce biais, les moyens budgétaires effectivement consacrés à l'éducation et la formation sans mettre en cause la soutenabilité des politiques publiques.

8^{ème} axe : lier indissociablement efficacité, équité et genre

Le concept de réponse efficace des systèmes d'éducation et de formation, qui est au cœur de la thématique de la Biennale, n'équivaut pas à la production, par ces systèmes, de performances essentiellement économiques. Il vise, à l'image de celui de développement durable, outre les dimensions économiques et environnementales, la réalisation d'une société inclusive basée sur l'égalité de tous, sur l'intercompréhension mutuelle, le sens de la solidarité et la recherche de la paix. La promotion de connaissances, compétences et qualifications critiques suppose donc, dans le cas présent, une forte prise en compte du facteur genre qui reste dans la plupart des pays un domaine important de discrimination sinon d'exclusion. Elle appelle également le développement de systèmes réducteurs d'inégalités par un accès le plus équitable possible au savoir, savoir faire et savoir être pour toutes les couches de la société et surtout les plus démunies. Elle définit, enfin, un projet de société intégrant toute les dimensions de la vie individuelle et collective autour d'un vivre ensemble fait de compréhension mutuelle et de justice sociale.

En conclusion : des questions transversales à spécifier et approfondir

Les questions développées ci-dessus ont été retenues tout naturellement comme critères d'analyse communs aux trois sous-thèmes retenus. Elles ne sont pas exhaustives et seront enrichies et/ou

complétées au fur et à mesure de l'avancée des travaux de la Biennale. Il conviendra également, tout en affirmant fortement l'interaction entre les trois sous-thèmes, d'énoncer quelques questions spécifiques à chacun d'entre eux. Il serait ainsi opportun :

- de réfléchir aux moyens de lutter contre la fragilité des acquis de l'enseignement pour tous et de l'enseignement de base et de travailler en profondeur le concept d'alphabétisation ou d'acquis scolaires durables ;
- de développer, dans le cadre du DCTP et de l'enseignement supérieur, une analyse en profondeur sur les thèmes d'une orientation scolaire qui évite le gâchis actuel de la non insertion tout en ne tombant pas dans une vision simpliste de l'adéquation éducation/formation/emploi ;
- de lancer des pistes de recherche sur un enseignement supérieur qui doit donner des compétences scientifiques et techniques de haut niveau dans un contexte économique dominé par un tissu majoritaire de micro et petite entreprises ayant une faible capacité d'investissement dans l'innovation et la production de valeur ajoutée;
- de lancer une réflexion spécifique sur les moyens de produire des compétences critiques permettant aux acteurs de l'économie informelle d'accroître significativement la qualité de leurs productions et services et ainsi de lutter plus efficacement contre la pauvreté ;
- d'introduire à tous les niveaux une éducation à la santé et ainsi de mieux combattre la propagation du Sida.